

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

ARRÊTÉ

PREFECTURE
DIRECTION des LIBERTES PUBLIQUES
et de l'ENVIRONNEMENT

Bureau de la Réglementation et de l'Environnement

SARL RAVIER RECUPERATION
à Saint-Bonnet de Vieille-Vigne

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

N° 2014 239 - 0007

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L.514-5

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 07-03634 du 28 septembre 2007 délivré à la société RAVIER pour l'exploitation d'une installation de stockage et de récupération de déchets de métaux sur le territoire de la commune de Saint-Bonnet-de-Vieille-Vigne au lieu-dit « En Fressard » ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif n° 12-01488 du 27 avril 2012 concernant notamment la rubrique 2713 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu les 1^{er} et 2^{ème} alinéas de l'article 8.1.2 de l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2007 susvisé qui dispose : « les voies de circulation, les aires de stationnement et de stockage doivent être recouvertes d'un revêtement étanche (goudronnées ou bétonnées) et aménagées de façon à permettre une collecte et un traitement des eaux pluviales. Les zones de dépôt doivent être construites en matériaux très robustes, susceptibles de résister aux chocs et à l'abrasion et être suffisamment lisses pour éviter l'accrochage des matières » ;

Vu le titre 10 de l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2007 susvisé qui dispose : « l'imperméabilisation de l'ensemble des zones de stockage prévu à l'article 8.1.2 devra être achevée au plus tard au 01 juillet 2011 » ;

Vu la fiche des constatations de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 21 juillet 2014 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 26 juin 2014, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- Une zone de la parcelle 489 n'est pas construite en matériaux robustes et étanches comme prescrit à l'article 8.1.2 de l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2007. L'échéance d'imperméabilisation de l'ensemble des zones de stockage fixée au 01 janvier 2011 est dépassée ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des 1^{er} et 2^{ème} alinéas de l'article 8.1.2 de l'arrêté préfectoral susvisé, le délai fixé au titre 10 étant dépassé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société RAVIER de respecter les dispositions de l'article 8.1.2 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de Saône-et-Loire.

ARRETE

Article 1 – La SARL RAVIER exploitant une installation de stockage et de récupération de déchets de métaux sise au lieu-dit « En Fressart » sur le territoire de la commune de Saint-Bonnet-de-Vieille-Vigne est mise en demeure de respecter les dispositions des deux premiers alinéas de l'article 8.1.2 de l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2007 en terminant l'imperméabilisation des zones de stockage de la parcelle 489 section C dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.


Article 3 – Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 – Mme la secrétaire générale de la préfecture, M. le maire de Saint-Bonnet-de-Vieille-Vigne, M. le sous-préfet de Charolles, Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société RAVIER et dont copie sera adressée au responsable de la DREAL Bourgogne à Mâcon.

Fait à Mâcon, le **27 AOÛT 2016**

Le préfet,



Fabien SUDRY